



Dans le cadre de la commémoration du tricentenaire des ponts et chaussées,

le **Comité d'histoire** propose une  
**JOURNÉE D'ÉTUDES**  
le 7 juillet 2016

au pôle universitaire Léonard de Vinci, à l'auditorium, à la Défense

### **Programme prévisionnel**

#### **Aménageurs et populations au fil du temps : de la consultation au dialogue**

**8h30** : Accueil des participants

**9h15** : Ouverture

**Anne-Marie LEVRAUT**, vice-présidente du Conseil général de l'environnement et du développement durable, cheffe du corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts

**9h30**: Introduction de la journée

#### **Introduction scientifique**

**Jean-Michel FOURNIAU**, chercheur à l'IFSTTAR, directeur du Groupement d'intérêt scientifique du CNRS « Participation du public, décision, démocratie participative »

#### **Témoignage**

« **Écouter, expliquer, convaincre** » : comment, depuis mes débuts professionnels, les ingénieurs se sont-ils adaptés aux attentes et à l'organisation de la société civile à l'occasion de conflits d'aménagement ?

**Georges MERCADAL**, ingénieur général, vice-président de 2002 à 2007 de la Commission nationale du débat public

## **10h00 : SESSION 1 - Les pratiques de concertation avec les populations différent-elles selon les cultures politiques des pays ?**

**Modérateur : Thierry LAVOUX**, membre honoraire du CGEDD

- Les dispositifs participatifs mis en œuvre dans le champ de l'urbanisme en Grande Bretagne, illustrés par le cas de Londres

**Martine DROZDZ**, docteure en géographie et urbanisme de l'Université de Lyon

- Quelques enseignements tirés d'expériences suédoise, finlandaise et anglaise en matière de conception de projets d'aménagement

**Laurence DE CARLO**, professeur à l'ESSEC au Département Droit et environnement de l'entreprise, Centre de recherches sur la concertation

- Les procédures de participation du public prévues par la loi : regards croisés entre l'Italie et la France sur la place de l'initiative citoyenne dans les textes de loi.

**Ilaria CASILLO**, maîtresse de conférences, UPEM Université Paris Est Marne La Vallée, vice-présidente de la Commission nationale du débat public, et membre nommé de l'Autorité de garantie de la participation citoyenne et du débat public

- La culture politique américaine dans une ville comme San Francisco a-t-elle fait naître des dispositifs originaux de concertation et d'expression des citoyens à l'occasion de projets d'aménagement

**Steve BERNARDIN**, Chargé de mission au CGEDD/section Milieux, Ressources, Risques

Conclusions : **Thierry LAVOUX**

## **11h30 : SESSION 2 - Comment les autorités publiques ont-elles évolué dans leur écoute des riverains à l'occasion des projets d'aménagement ?**

**Modérateur : Christian VIGOUROUX**, président de la section de l'intérieur, du Conseil d'État

- Le préfet arbitre, l'expertise des ingénieurs et les attentes des habitants lors des controverses autour de projets d'aménagement

**François PHILIZOT**, préfet, délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine

- L'évolution du savoir-faire des ingénieurs pour mener la concertation avec les associations sur les projets ferroviaires depuis les controverses sur la ligne à grande vitesse Méditerranée

**François TAINURIER**, directeur, direction design du réseau, SNCF-réseau

- L'administration des risques urbains et les controverses avec les habitants.

**Emmanuel MARTINAIS**, chargé de recherches au laboratoire EVS RIVES, ENTPE

- Un acteur clé pour l'évolution de la notion d'intérêt général : les commissaires enquêteurs

**Michel SABLAYROLLES**, président d'honneur de la compagnie des commissaires enquêteurs

Conclusions : **Christian VIGOUROUX**

**13h 00 – Pause -déjeuner**

**14h30 : SESSION 3** – Depuis la loi Bouchardeau, comment de nouvelles formes de « co-construction » de l'intérêt général ont-elles émergé ?

**Modérateur : Loïc BLONDIAUX**, professeur au Département de science politique de l'Université Paris-1, président du Conseil scientifique du GIS « participation du public, décision, démocratie participative »

- De la loi Bouchardeau de 1983 à la convention d'Aarhus de 1998, à quelle étape des projets d'aménagement fallait-il consulter les populations en matière d'impact sur l'environnement ? :

**Jean LAFONT**, ancien chef de l'Atelier central de l'environnement

- Les nouvelles pratiques de l'expérience démocratique des « citoyens en tant que riverains », lors des controverses environnementales avec les ingénieurs en charge de projets d'aménagement depuis les années 1990

**Jean-Michel FOURNIAU**, chercheur à l'IFSTTAR, directeur du Groupement d'intérêt scientifique du CNRS « Participation du public, décision, démocratie participative »

- Depuis la loi Barnier de 1995, la volonté des citoyens de participer aux débats publics s'est-elle transformée ?

**Jacques ARCHIMBAUD**, vice-président de la Commission du débat public

- Depuis les directives « projets » et « plans-programmes », comment les principes communautaires ont-ils changé la gestion collective des grands projets d'infrastructures en France ?

**Michel BADRE**, membre du Conseil économique, social et environnemental, ancien président de l'Autorité environnementale

Conclusions : **Loïc BLONDIAUX**

**16h00 : Laurence MONNOYER-SMITH, Commissaire générale au développement durable (CGDD) sur les enjeux politiques de l'ordonnance sur la démocratisation du dialogue environnemental)**

**16h15 : TABLE RONDE – Les ambitions de la démocratisation du dialogue environnemental en 2016**

**Modérateur : Alain RICHARD**, ancien ministre, ancien président de la commission sur la démocratisation du dialogue environnemental

- Les grands projets d'aménagement et les formes nouvelles du dialogue environnemental entre les aménageurs et les citoyens

**Nicolas FORRAY**, président de la section milieux, ressources et risques au Conseil général de l'environnement et du développement durable

- Les nouveaux enjeux de la Commission nationale du débat public à l'heure du dialogue environnemental

**Christian LEYRIT**, président de la CNDP

- Les attentes associatives en matière de démocratisation du dialogue environnemental

**Florence DENIER-PASQUIER**, secrétaire nationale à France Nature Environnement, ou un représentant de la FNE

- Quelles nouvelles formes d'agir démocratique, la société civile produit-elle ?

**Timothée DUVERGER**, docteur en histoire contemporaine, chargé de cours à l'Institut d'études politiques de Bordeaux

- Les modes de participation de toutes les parties prenantes aux négociations climatiques sont-ils innovants ?

**Paul WATKINSON**, chef de l'équipe des négociations climat pour la France

**17h30 : Conclusions de la table ronde - Alain RICHARD**